

<https://www.pressegauche.org/vgt>



Des nouvelles de France et Appel des Gilets jaunes de Saint-Nazaire : Assemblée des assemblées



- International -
Date de mise en ligne : mardi 9 avril 2019

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Le 15 mars, c'était la date initiale à laquelle le grand débat devait prendre fin, la date à laquelle nous espérions recevoir les propositions du gouvernement pour mettre fin à la crise actuelle. Finalement, la date a été repoussée d'un mois, tout juste le temps pour La République En Marche de lancer sa campagne aux élections européennes à grands renforts de « Grâce à nous, la France est un pays d'amour et de libertés » ... « Nous avons lancé une baisse d'impôts historique » (en effet avec 4,5 milliards de réductions fiscales pour les 1% des ménages les plus riches de France, on obtient de jolis chiffres) ...

Grand débat, grandes déceptions

Mais ça y est, à la mi-avril, les premières conclusions de ce grand débat arrivent enfin ! Contrairement aux attentes des Français, le président Macron ne s'est pas encore adressé aux citoyens, il préfère envoyer son premier ministre Edouard Philippe pour évaluer la température avant de s'exposer lui même aux intempéries ... saluons ce courage !

Dans une suite d'interventions plus ou moins officielles, le premier ministre nous livre une synthèse des contributions faites par les Français sur le site internet mis à leur disposition. C'est sans surprise que nous apprenons que le peuple français souhaite décaler l'âge de leur retraite, voudrait que les services publiques soient réduits pour permettre des baisses d'impôts, n'est pas intéressé par une hausse des salaires mais aimerait que le temps de travail soit rallongé, etc ... Nous constatons également ce que le gouvernement clame depuis des mois : « les gilets jaunes n'existent pas », puisque aucune de leurs revendications n'apparaît dans les propositions citoyennes ! En effet, seulement 10% des Français sont favorables au retour de l'ISF, plutôt étonnant quand les sondages d'opinions annoncent 77% des citoyens en faveur d'un retour de l'impôt sur la fortune. Idem pour la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, réclamée à 90% dans les sondages, il apparaît finalement que les Français préfèrent garder une TVA élevée !

Comment expliquer ses chiffres en total décalage avec les opinions exprimées dans la rue et sur internet depuis des mois ? Il suffit de regarder attentivement les questions posées aux Français lors du grand débat : « Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ? » Question suivie de quelques réponses à cocher. Conclusion du premier ministre : « les Français ont compris qu'on ne peut pas baisser les impôts si on ne baisse pas la dépense publique ». Tout ça est parfaitement logique !

Ce matin, le journal le Monde nous livre une analyse étonnante : après avoir fait examiner attentivement les contributions déposées par les Français, on constate que sur les 2 millions de participation, plus de la moitié sont des copié-collé, dupliqués une dizaine voire une centaine de fois.

Voilà qui explique comment, au milieu d'une crise sociale majeure, avec 21 samedis de manifestations, on arrive à conclure que la majorité des Français sont favorables à la politique actuelle. Un grand débat à 12 Millions d'euros (nous parlions justement de dépenses publiques) pour en arriver là ... les Français adorent leur président ! Évitions de rappeler que lors de son récent déplacement en Corse, il a dû amener avec lui deux ferrys remplis de chars et d'escadrons de CRS pour assurer sa sécurité.

Inutile de vous faire une analyse profonde du gouffre qui sépare la réalité médiatique et la réalité sociale ...

Pour les amoureux de la politique saine, en voici une bonne ! Ismaël Emelien, ancien conseiller présidentiel, se fait

épingler pour avoir diffusé une vidéo obtenue illégalement. En fait, cette vidéo avait pour but de disculper Alexandre Benalla pour les violences infligées au « couple de la contrescarpe » le 1 mai dernier. On peut y voir un homme jeter une chaise sur les forces de l'ordre (ce qui pourrait justifier une répression musclée), seulement voilà, cet homme n'est pas la victime de Benalla, cette vidéo a été prise plus tard, dans un contexte différent. Ce qui est également troublant, c'est qu'Ismael Emelien choisit de diffuser cette vidéo via un faux compte twitter, un compte anonyme de « soutien à La REM » créé par le service communication de l'Elysée se faisant passer pour un citoyen dévoué. Mis devant ses erreurs sur un plateau télé, Emelien déclare en toute tranquillité « Les comptes anonymes sur twitter c'est un peu la règle » avant de stopper le journaliste « Je ne suis pas venu pour parler de ça ». En effet, ce monsieur fait le tour des plateaux télé pour faire la promotion d'un livre faisant l'apologie du progressisme, le reste ne nous regarde pas.

Pour continuer sur une note humoristique, nous apprenons qu'une campagne du ministère de l'Intérieur incitant à voter aux élections européennes a été refusée par Twitter, qui avance le risque d'enfreindre la nouvelle loi française contre les fausses nouvelles ("fake news"). Promulguée le 22 décembre, la loi "relative à la manipulation de l'information", voulue par Emmanuel Macron et adoptée par le Parlement à l'automne, impose notamment aux principales plateformes numériques de fournir les informations sur les publicités politiques qu'elles diffusent contre rémunération sur leur site, afin d'éviter des manipulations électorales. Avouez qu'il y a de quoi rire ... jusqu'à ce que le ministre de l'intérieur (offusqué par cette terrible injustice), fasse pression sur l'administration de Twitter et se vante sur ce même réseau social d'être parvenu à contourner ses propres lois !

En attendant, les manifestations continuent sous une répression toujours plus violente. Désormais les journalistes présents pour couvrir les manifestations sont arrêtés sans équivoque et considérés comme complices des dissidents. Toute manifestation de gilets jaunes est interdite, ce qui permet de la définir comme « non déclarée » et donc de justifier des arrestations en masse qui tombent sous le coup de la nouvelle loi « anti-casseurs ». Le président déclare également vouloir s'attaquer « au sentiment anti état », après les handicapés et les personnes âgées, il s'en prend donc aux « sentiments », ces prochaines cibles seront probablement les nouveaux nés et les chatons !

Pour finir, un mot sur Geneviève Legay, cette dame de 73 ans qui a été piétinée par la police lors du dernier acte des gilets jaunes est encore en convalescence mais elle sort de son silence « forcé » pour nous raconter comment la police a surveillé sa chambre d'hôpital et tenté d'influencer sa version des faits : « Ils ont surtout insisté pour me faire dire que c'était un journaliste qui m'avait poussée. Or, c'est faux. Je me rappelle avoir été poussée par un policier et je le leur ai dit. Mais ils insistaient sur le journaliste ».

Hier, nous apprenons que l'enquête visant à déterminer pourquoi et comment Mme Legay s'est retrouvée avec de multiples fractures du crâne, une fracture au coccyx et cinq côtes cassées, a été confiée à la compagne du policier accusé par la victime. Ceux qui y verront une tentative particulièrement malsaine d'étouffer cette affaire sont évidemment de mauvaise foi !

Geneviève est sortie des soins intensifs mais reste sous morphine à l'hôpital de Nice, le président Macron lui a souhaité « un bon rétablissement et peut-être une certaine forme de sagesse ».

Personnellement, en apprenant dans la presse people que notre bien aimé président est « épuisé, isolé et déprimé », j'ai envie de reprendre ses propres conseils adressés à Geneviève : « Quand on est fragile (...) on ne se met pas dans des situations comme celle-ci » ! Nous lui souhaitons donc un peu de sagesse et peut-être même (oserai-je demander) un peu d'honnêteté.

B. personne correspondante de PTAG en France

8 avril 2019 par Maison du peuple de St-Nazaire
Blogue sur Mediapart.fr

Nous, Gilets Jaunes, constitué.e.s en assemblées de nos Assemblées locales, réunis à Saint-Nazaire les 5, 6 et 7 avril 2019, nous adressons au peuple dans son ensemble.

A la suite de la 1^{ère} assemblée de Commercy, environ 200 délégations présentes poursuivent leurs combats contre les politiques d'extrémisme libéral pour la Liberté, l'Egalité et la Fraternité !

Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés ; la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par Macron !

Pour seule réponse aux aspirations convergentes des gilets jaunes et autres mouvements de luttes, le gouvernement panique et oppose une dérive autoritaire.

Depuis 5 mois, partout en France, sur les ronds-points, les parkings, les places, les péages, dans les manifestations, au sein de nos assemblées : nous continuons à débattre, à nous battre contre toutes les formes d'inégalités, d'injustice, de discriminations, et pour la solidarité et la dignité.

Dimanche 07/04/2019, Saint-Nazaire.

Nous revendiquons :

- l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux ;
- des services publics pour toutes et tous.

Notre solidarité et nos luttes vont tout particulièrement aux 9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Conscients de l'urgence environnementale, nous affirmons « Fin du monde, fin du mois, même logique, même combat ! »

Face à la mascarade du grand débat, face à un gouvernement non représentatif et au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe.

Concrètement, nous reconnaissons que l'Assemblée des assemblées peut recevoir des propositions issues des assemblées locales et émettre des orientations (comme l'appel de la première Assemblée des Assemblées de Commercy). Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux.

L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance à l'égard des partis politiques, des organisations syndicales, et ne reconnaît aucun leader auto-proclamé.

Des nouvelles de France et Appel des Gilets jaunes de Saint-Nazaire : Assemblée des assemblées

Pendant 3 jours, en assemblée plénière et par groupes thématiques, nous avons toutes et tous débattu et élaboré des propositions sur nos revendications, actions, moyens de communication et de coordination.

Nous nous inscrivons dans la durée et décidons d'organiser une prochaine assemblée des assemblées en juin.

Afin de renforcer le rapport de force, de mettre l'ensemble des citoyennes et citoyens en ordre de bataille contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plate-forme numérique dédiée et sécurisée.

L'Assemblée des assemblées appelle à élargir et renforcer les assemblées locales souveraines et à en créer de nouvelles.

Nous appelons l'ensemble des Gilets Jaunes à diffuser cet appel et les conclusions de notre Assemblée.

Les résultats des travaux réalisés en plénière sont mis à disposition des assemblées locales pour alimenter les actions et les réflexions des assemblées.

Nous lançons plusieurs appels : sur les Européennes, les assemblées citoyennes et populaires locales, contre la répression et pour l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement.

Il nous semble nécessaire de prendre un temps de 3 semaines pour mobiliser l'ensemble des Gilets Jaunes et convaincre celles et ceux qui ne le sont pas encore !

Nous appelons à une semaine Jaune d'actions à partir du 1er Mai.

Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social écologique populaire.

La multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action.

Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques.

Conscients que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme.

Ainsi nous construirons collectivement ce fameux « toutes et tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible : nous construisons toutes et tous ensemble, à tous les niveaux du territoire.

Le pouvoir du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple. Ne nous regardez pas, rejoignez-nous !

L'assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes.